



HAL
open science

Gouvernance foncière et dynamiques territoriales, dans une perspective de sécurité alimentaire

Pierre Gasselin

► **To cite this version:**

Pierre Gasselin. Gouvernance foncière et dynamiques territoriales, dans une perspective de sécurité alimentaire. Séminaire GloFoodS, Feb 2013, Serris, France. hal-02750118

HAL Id: hal-02750118

<https://hal.inrae.fr/hal-02750118>

Submitted on 3 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Gouvernance foncière et dynamiques territoriales, dans une perspective de sécurité alimentaire »

Séminaire GloFoodS, 12 et 13 février 2013, Serris
Pierre Gasselin, INRA-SAD

AVERTISSEMENT

Cette note interne à l'INRA vise à contribuer à la formulation d'un métaprogramme sur « l'Étude des transitions pour la sécurité alimentaire mondiale ». Elle présente les problématiques que soulèvent **les enjeux et conditions de la sécurité alimentaire en termes de gouvernance foncière et de dynamiques territoriales agricoles**. Il ne s'agit donc pas de traiter de toutes les problématiques relevant de la gouvernance foncière et/ou des dynamiques territoriales, mais de les interroger à l'aune des enjeux de sécurité alimentaire.

Le document propose des éléments concernant **1. l'état de l'art international, 2. les travaux conduits à l'INRA et 3. des suggestions de recherches à conduire** au sein de l'Institut dans les années à venir. Ce texte, rédigé en un temps court et sans méthode rigoureuse de construction de l'état de l'art et de cartographie des travaux de l'INRA, ne prétend pas à l'exhaustivité. Il a bénéficié des apports de Coline Perrin, Chloé Vitry et Jean-Marc Touzard (UMR Innovation, SAD), Sylvie Lardon (UMR Métafort, SAD-Engref) et Salma Loudiyi (UMR Métafort, Vetagrosup).

PREAMBULE

En économie, **la notion de gouvernance** trouve ses racines dans les travaux que les « institutionnalistes » conduisent sur la firme et la « corporate governance » (Coase, 2007 (1937)). Plus tard, elle est adoptée dans le champ de l'« urban governance » puis par les institutions financières internationales qui définissent la « bonne gouvernance ». Elle passe donc du niveau de l'entreprise à celui du champ politique et de sa régulation, appliquée aux nations, marchés et territoires. Si le terme est polysémique, nous pouvons cependant proposer un socle commun générique, ne serait-ce que pour en discuter les limites. Appliquée au territoire (également polysémique...), la gouvernance peut être conçue comme un instrument permettant de maintenir ou de rétablir une cohésion d'action collective et politique. C'est aussi un concept utilisé pour rendre compte des transformations des formes de l'action publique. Elle regroupe les processus, les dispositifs et les outils de coordination d'acteurs, de groupes sociaux et d'institutions pour atteindre des buts discutés et définis collectivement.

Le champ des recherches sur **les dynamiques territoriales** est vaste. Le territoire, concept polysémique s'il en est, peut être conçu comme un espace de ressources à aménager, un espace d'identité et d'appartenance, un espace de projet pour le développement économique et social, un espace de réseau d'acteurs en interactions, un espace de gouvernement, un patrimoine hérité (Debarbieux, 1999 - Détang-Dessendre & Tonneau, 2009), voire dans ses récentes appropriations par les sciences biotechniques (agronomie, zootechnie, écologie), comme un espace de pratiques et un paysage (Benoît, et al., 2012 - Caron, 2005). Les problématiques sont à l'image de cette diversité de définitions et recouvre un large spectre de recherches, d'où la nécessité de définir une hiérarchisation raisonnée des orientations du métaprogramme et une complémentarité entre les travaux du CIRAD et de l'INRA. Pour ce faire, nous rappelons dans un premier temps quelques acquis de la littérature internationale.

1. Etat de l'art international

La question foncière, sa gouvernance, les dynamiques territoriales et leurs liens aux enjeux de sécurité alimentaire nourrissent **une littérature scientifique et professionnelle abondante et très active**. Les organisations internationales (FAO, Banque Mondiale, etc.) et les ONG et réseaux internationaux (International Land Coalition, Resource center on Urban Agriculture & Food security –RUAF-, etc.) sont de grands producteurs de rapports, notes de synthèse, texte de positionnements, presque toujours orientés « Sud » et souvent repris dans la littérature scientifique, par exemple (Anseeuw, et al., 2012 - ECA, 2004 - Enemark, et al., 2010 - HLPE, 2011 - Kabumbuli, et al., 2008). Les numéros spéciaux se multiplient (Journal of Rural Studies, 2013 – Géocarrefour, 2013) ainsi que les colloques. Sans parler de ceux tenus par le passé, nous pouvons mentionner, entre autres :

- la « First International Conference on Global Food Security » (29 septembre- 2 octobre 2013)
- la « 5th Sustainable Food Planning Conference of the Association of European Schools of Planning » (28 et 29 octobre 2013)
- la session sur “Territorial Governance, Rural Areas, and Agro Food Systems” de l’European Regional Science Association (27-31 août 2013).

En France, les chercheurs reconnus compétents sur la question (hors INRA et hors CIRAD) sont notamment : S. Barle, J.-L. Chaléard, J.-P. Chauveau, H. Cochet, J.-P. Colin, C. Darrot, G. Durand, S. Fournier, Ph. Lavigne-Delville, E. Léonard, S. Loudiyi, P. Moity-Maïzi, M. Merlet, R. Le Velly, L. Siriex, etc. A l'étranger, les auteurs récurrents sont (encore une fois, sans prétention d'exhaustivité) : R. Benett, G. Brunori, S. Enemark, H. Friedmann, Maxwell, D. Maye, D. Satterthwaite, O. de Schutter, R. Sonnino, C. Tacoli, I. Williamson, etc.

Les travaux concernent avant tout les pays du Sud. Cela s'expliquerait notamment par les plus faibles niveaux de sécurité alimentaire suscitant la multiplication de diagnostics (des problèmes) et par l'effort des instances internationales pour promouvoir des dispositifs d'administration des terres. Nous proposons de distinguer 4 champs de problématiques qui définissent des communautés scientifiques et au sein desquelles peuvent être reconnues des courants, parfois caractérisés dans **des synthèses bibliographiques publiées**, par exemple : (Deverre & Lamine, 2010 - Muchnik & Salcido, 2008 - Rockson, et al., 2013). Nous présenterons successivement les travaux portant sur :

- les régimes fonciers, la production agricole et la gouvernance foncière,
- les investissements à large échelle et les accaparements fonciers,
- la territorialisation de l'aliment et de l'alimentation,
- la ville et son alimentation.

1.1. REGIMES FONCIERS, PRODUCTION AGRICOLE ET GOUVERNANCE

Un article récent propose une synthèse des travaux sur les relations entre l'administration des terres et la sécurité alimentaire (Rockson, et al., 2013). Il examine la façon dont l'administration des terres soutient ou ne parvient pas à assurer la sécurité alimentaire. **Il témoigne du fossé qui s'établit entre des approches théoriques et les niveaux stratégiques et opérationnels des dispositifs d'administration des terres.** Sur le plan théorique, l'administration foncière est encouragée à sécuriser l'accès au foncier et, par le jeu des politiques agricoles, à soutenir l'accès au crédit, à faciliter les transactions foncières, en jouant sur la fiscalité foncière, l'inventaire des terres et le contrôles de transactions. De telles politiques favoriseraient une l'agriculture de subsistance, le développement des marchés locaux, l'utilisation des

terres plus efficaces, des investissements internationaux plus équitables et l'affirmation de stratégies nationales de planification des denrées alimentaires. En général, l'examen de la littérature tend à se concentrer sur l'identification des problèmes plutôt que sur la conception des systèmes fonciers et des dispositifs de gouvernance. En outre, Rockson *et al.* (*ibid.*) attirent notre attention sur la nécessité d'un examen plus critique de nombreuses études de cas suspectées de « positiver » certaines expériences.

Ces études peuvent être classées en trois catégories, celles qui portent sur :

- les régimes fonciers : De nombreux articles affirment que la sécurité foncière est un moyen de garantir la sécurité alimentaire. **L'accès à la terre et la sécurité foncière sont présentés comme les principaux moyens par lesquels la sécurité alimentaire peut être réalisée** (ECA, 2004).
- la production agricole : pour ceux qui ont accès à la terre, la force de leurs droits sur les terres est une incitation à poursuivre une production agricole. Le renforcement des droits fonciers permettrait d'assurer à la fois leur sécurité alimentaire et l'approvisionnement régulier de produits sur les marchés locaux (Kabumbuli, et al., 2008).
- la gouvernance foncière : La gouvernance est souvent adossée aux enjeux de la gestion de ressources naturelles et du développement durable. Certains estiment que la gouvernance foncière contribue à renforcer les relations que les gens entretiennent avec la terre (Enemark, et al., 2010). La gouvernance foncière consiste alors à organiser le pouvoir, les richesses, les opportunités et le bien-être associés à un espace physique (Williamson, et al., 2010). **La nécessité d'une gouvernance foncière nationale est largement étayée** (Bennett, et al., 2012). Ces travaux militent pour une administration foncière consolidée à l'échelle nationale, et qui ne délègue pas la gestion de l'information et des processus fonciers aux États (dans le cas de pays fédérés), provinces, cantons, comtés ou aux municipalités.

Comme l'ont confirmé les travaux d'une école chercheurs INRA en 2009 : « La supériorité économique et sociale de la gestion privée de la ressource foncière est communément admise du triple point de vue institutionnel, politique et scientifique. Or, dès lors que l'on considère des éléments d'ordre environnementaux dans l'évaluation des impacts des usages du sol, on constate que **la multiplication des rivalités privées favorise des usages du sol non conformes à l'intérêt collectif**. Un certain nombre de connaissances théoriques et d'observations empiriques en sciences humaines, en sciences agronomiques ou en écologie permettent bien de rendre compte de phénomènes localisés, à diverses échelles (de la parcelle à la région). Mais l'écueil majeur qui rend encore difficile la généralisation des résultats localisés tient à la méconnaissance de l'articulation entre les différents niveaux d'organisation et leurs dynamiques. ».

1.2. INVESTISSEMENTS A GRANDE ECHELLE ET ACCAPAREMENTS FONCIERS

Aborder la question de la gouvernance foncière et ses enjeux de sécurité alimentaire suppose bien entendu d'interroger les processus d'investissements à grande échelle et les accaparements fonciers (Land grabbing). Si le **phénomène reste mal renseigné dans ses aspects quantitatifs**, la littérature n'en est pas moins abondante (Anseeuw, et al., 2012 - HLPE, 2011).

Les pressions exercées sur les terres proviennent d'investissements nationaux et internationaux, les deux étant souvent liés. Toutefois, la dimension internationale est particulièrement importante en raison des très fortes inégalités d'accès aux ressources qui existent au niveau mondial. **La terre devient un bien échangé comme n'importe quelle autre marchandise**. Pourtant, la terre est différente en ce qu'elle

assure la subsistance de plus de 2 milliards petits exploitants, dont beaucoup sont pauvres et souffrent d'insécurité alimentaire. Quoique difficile à obtenir, les chiffres couramment cités sont qu'entre 50 et 80 millions d'hectares de terres ont fait l'objet de négociations par les investisseurs internationaux, une grande partie dans les pays à faible revenu. Au-delà de cette vague, le rapport HLPE (2011) reconnaît la **diversité des expériences selon les régions et les pays**, notamment en termes de disponibilité des terres, les droits de propriété et de politiques publiques.

1.3. LA TERRITORIALISATION DE L'ALIMENT ET DE L'ALIMENTATION

De nombreux travaux portent sur **les enjeux et les conditions du maintien, au sein d'un même territoire, d'une diversité de pratiques, de produits, de systèmes productifs et de modes de transformation et de commercialisation**. Cette diversité s'inscrit toujours, au Nord comme au Sud, dans **une histoire longue** (Friedmann, 2012) **qui implique l'activation de ressources territoriales** (identités, savoir-faire, formes organisationnelles, etc.). Les travaux dont nous avons connaissance restent centrés sur **des filières de proximité** (Moustier, 2012), et traitent peu ou mal des formes de production et d'approvisionnement « agro-industrielles », de leur insertion territoriale et de leur interaction avec les filières de proximité.

Cette diversité invite à la caractériser et à en comprendre l'origine. Elle questionne également sur les conditions de la coexistence de multiples systèmes alimentaires au sein d'un même territoire. Certains auteurs (Touzard & Temple, 2012) posent **cette diversité comme une condition de durabilité et d'adaptabilité du système alimentaire territorialisé**. D'autres reconnaissent, comme à Bogota, des régimes alimentaires territorialisés et développent le concept « d'empreinte écologique alimentaire » pour montrer la correspondance entre, d'une part, la ségrégation spatiale urbaine (quartiers pauvres, quartiers riches) et la ségrégation de l'offre alimentaire (les pauvres s'alimentant essentiellement à partir des productions d'une petite agriculture familiale, elle-même marginalisée, distribuée en circuits courts). Penser la coexistence d'une diversité de formes sociales de production, de modalités de transformation et de distribution, mais également de comportements alimentaires, appelle à organiser la concertation des acteurs et à **consolider une gouvernance alimentaire territoriale** (Maye, *et al.*, 2007 - Winter, 2006).

1.4. LA VILLE ET SON ALIMENTATION

Dans ce cadre, **des métropoles se mobilisent autour de la conception de stratégies alimentaires urbaines**. Elles développent au Nord (Londres, New-York, Toronto, Malmö, Vancouver, San Francisco) et au Sud (Belo Horizonte) des politiques alimentaires innovantes. La question alimentaire fait ainsi bouger les références en termes de gouvernance, questionne la durabilité des liens ville-agriculture et construit des trajectoires de développement spécifiques. La dimension est peu présente pour l'instant dans le métaprogramme, si ce n'est à travers l'urbanisation comme usage concurrent des terres agricoles. Pourtant les villes/régions urbaines sont une échelle pertinente pour considérer la sécurité alimentaire. Elle est aussi peu présente à la FAO où un petit service, "Food for cities", œuvre à la prise en compte des villes dans la sécurité alimentaire mondiale. Divers réseaux de recherche mais aussi d'accompagnement des décideurs, ont investi ce thème, notamment l'International Urban Food Network et la fondation RUAF (<http://www.ruaf.org/>) qui développe depuis 20 ans des programmes de soutien à l'agriculture urbaine dans un objectif de sécurité alimentaire au Sud. Cette reconnaissance du fait alimentaire dans la pensée sur la ville et sa proche agriculture dessine **des trajectoires de développement spécifiques** et de nouvelles perspectives de recherche (Lardon & Loudiyi, 2013 - Sonnino, 2009). Nous le verrons, ce champ est activement investi par les communautés scientifiques françaises, notamment au CIRAD et à l'INRA.

2. Les recherches à l'INRA

Une étude produite en 2009 dresse le bilan des recherches sur le développement territorial à l'INRA et au CIRAD (Détang-Dessendre & Tonneau, 2009). La question de la sécurité alimentaire est absente de l'analyse en tant qu'objet de recherche. Lorsqu'elle est mentionnée, à titre exceptionnel, ce n'est que comme élément de contexte. Pourtant, de nombreux axes de recherche pourraient facilement être infléchis pour y intégrer les enjeux de sécurité alimentaire. Après avoir rappelé ces grandes thématiques, nous précisons les recherches qui, à l'INRA et en 2013, abordent de front la sécurité alimentaire.

2.1. EN 2009...

Les principaux thèmes identifiés dans les travaux conduits à l'INRA et au CIRAD (ibid.) (Détang-Dessendre & Tonneau, 2009) sont les suivants :

- Qui habite où et quelles conséquences sur les dynamiques économiques et sociales des territoires : les stratégies résidentielles, les phénomènes de tri et de ségrégation, les formes d'exclusion et de pauvreté
- Les espaces ruraux et périurbains lieux d'interrelations spécifiques entre acteurs et groupes sociaux : les relations particulières entre résidents et agriculteurs, la proximité d'individus et de groupes sociaux
- La localisation des activités sur le territoire : la demande de travail, la nouvelle économie géographique,
- L'organisation territoriale de la production : la filière comme outil de gestion des dynamiques territoriales, la dimension environnementale dans la relation élevage-territoire, les circuits de commercialisation courts, les systèmes productifs localisés
- Les transformations des activités et les dynamiques d'innovation différenciées selon les territoires : les économies d'agglomération, les processus localisés d'innovation
- Les politiques d'aménagement du territoire et de développement territorial : les fondements économiques pour justifier l'intervention publique, les politiques foncières
- Les politiques sectorielles (agricole, environnementale et autres) et leur conséquences territoriales : le dispositif communautaire qui articule le développement rural à la politique agricole, les conséquences des politiques agro-environnementales, l'emprise territoriale de la gestion et des politiques de l'eau
- La libéralisation des échanges et développement des territoires : l'impact de la libéralisation des échanges sur la dynamique des régions
- Une réflexion sur la notion de gouvernance territoriale dans une posture de recherche-action : le territoire est lieu privilégié d'articulations et d'intégration entre des incitations institutionnelles et initiatives locales, l'élaboration de diagnostic
- L'ingénierie territoriale, recherche-formation-action : le développement des compétences des acteurs locaux, l'analyse de l'impact d'actions formelles de formation
- La gouvernance comme articulation entre logiques politique, économique et environnementale : a gouvernance des Indications Géographiques, la rencontre entre logiques politiques et logiques économiques, les processus de négociation dans la gestion des ressources en eau, les mobilisations politiques et l'encadrement des populations rurales

La plupart de ces problématiques et objets de recherche pourraient être interrogés au regard des enjeux de la sécurité alimentaire. D'évidence, le CIRAD est mieux positionné que l'INRA sur la dimension internationale, mais l'INRA a probablement des atouts sur la Méditerranée.

2.2. LA VILLE ET SA QUESTION ALIMENTAIRE

L'entrée par les territoires invite à prendre en compte les villes au regard de l'importance du processus d'urbanisation, de son incidence sur les comportements alimentaires, des problématiques spécifiques de l'agriculture intra et péri-urbaine, mais aussi parce qu'il existe d'ores et déjà une forte dynamique de travail sur ces sujets à l'INRA. En France, on peut citer actuellement différents travaux, de l'INRA ou de chercheurs proches :

- Catherine Darrot, Agrocampus Rennes : prospective Rennes métropole, ville vivrière.
- Sabine Barles, Univ Paris I, IFU : métabolisme urbain, approche historique de l'approvisionnement de Paris et du devenir des déchets.
- Au SAD, plusieurs chercheurs commencent à s'intéresser à ces thématiques « alimentation et ville » et notamment André Torre vient de lancer une thèse en économie (Markéta Supkova) sur la gouvernance alimentaire de la région parisienne et Christine Aubry sur des terrains malgaches.

Mais surtout, c'est le thème du programme étendard Surfood (Sustainable urban food) financé par Agropolis fondation qui représente, par ses moyens, sa durée et le collectif de chercheurs concernés, une dynamique forte (cf. la journée d'étude de la chaire Unesco du 1er février 2013 à Supagro.

<http://www.chaireunesco-adm.com/>).

2.3. LA GOUVERNANCE FONCIERE

Si la gouvernance territoriale est largement instruite à l'INRA, il semble que la gouvernance foncière ne fasse pas l'objet d'une authentique programmation scientifique. Pourtant, divers chercheurs et collectifs développent des travaux sur ces questions, mais rarement avec une porte d'entrée sécurité alimentaire ou gouvernance alimentaire. Parmi ces travaux, il convient de citer une Ecoles Chercheurs (2009 : « Gouvernance foncière et usage des ressources naturelles »), des colloques (ERSA/ASRDLF), le réseau Foncimed, un projet PSDR3 (Popfongo), des collectifs dans certains projets (Daume). Les questionnements portent sur les conflits d'usage, les dimensions juridiques, les stratégies des propriétaires fonciers (plus souvent dans une logique familiale que dans une logique marchande contrairement à ce qui est généralement admis), les modalités du renouvellement de l'action publique foncière à destination des espaces agricoles et naturels périurbains, la façon dont les marchés et les structures de propriété conditionnent la gouvernance foncière. **Le fait alimentaire n'est pas abordé de front.** Souvent, pourtant, la justification des outils et dispositifs de la gouvernance foncière s'ancre sur des enjeux de sécurité alimentaire, notamment du fait de l'étalement urbain. Elle est sans aucun doute **une porte d'entrée pertinente pour interroger les changements d'usages du sol, le maintien d'une agriculture dans la périphérie des villes, et les conditions d'une sécurisation et d'un investissement dans la production d'aliments.**

2.4. LA TERRITORIALISATION DE SYSTEMES PRODUCTIFS ET ALIMENTAIRES : LE JEU DE LA PROXIMITE

Les économistes de l'INRA étudient depuis plus d'une dizaine d'années **comment les entreprises agricoles et agroalimentaires peuvent activer des ressources locales pour construire des Systèmes Agroalimentaires Localisés (SYAL) ou des signes de qualité liés à l'origine** (Colonna, et al., 2011 - Muchnik & Salcido, 2008).

Les sociologues se sont intéressés, plus récemment, à l'émergence **d'initiatives visant à rapprocher au niveau local les consommateurs et les producteurs agricoles à travers le développement de circuits**

courts, l'approvisionnement local de la restauration collective ou l'aide alimentaire (Aubry & Chiffolleau, 2009 - Chiffolleau & Prevost, 2012 - Deverre & Lamine, 2010 - Dubuisson-Quellier, *et al.*, 2011).

Ces deux trajectoires de recherche se rejoignent en proposant de développer la notion de « **gouvernance alimentaire territoriale** » (Maye, *et al.*, 2007) pour analyser les formes de coordination qui se construisent pour rapprocher production et consommation alimentaire au sein de territoires (voir perspectives §3.2).

2.5. CHANGEMENT D'USAGE DES SOLS / LAND USE CHANGE

Cette thématique est aussi largement étudiée sous diverses formes à l'INRA. Abordée dans d'autres exposés, nous ne l'avons pas développée dans cette note de travail. Y sont notamment traitées les questions des concurrences entre usages alimentaires et non alimentaires des sols.

3. Perspectives de recherche

Nous proposons 4 axes de recherche dans une logique de consolidation des axes identifiés comme structurants à l'INRA et dans la littérature internationale. **Certains thèmes, tel que le « Land use change », ne sont pas mentionnés ici et devraient être intégrés à une feuille de route de GloFoodS.**

3.1. COEXISTENCE DE SYSTEMES ALIMENTAIRES DIVERSIFIES

La sécurisation alimentaire appelle à porter une attention à la diversité des produits, des systèmes d'action et des systèmes alimentaires, et à **la manière dont ils se combinent ou sont en tension dans les territoires.**

La coexistence au sein d'un même territoire de systèmes alimentaires domestiques, de proximité, de qualité, vivrier marchand ou agroindustriel **apparaît alors souvent plus favorable à la sécurité alimentaire que la spécialisation sur un seul de ces modèles.** C'est en tout cas une hypothèse à mettre l'épreuve.

3.2. LA GOUVERNANCE ALIMENTAIRE TERRITORIALE

Etudier et concevoir la « gouvernance alimentaire territoriale » pour analyser et consolider les formes de coordination qui se construisent afin de rapprocher production et consommation alimentaire au sein de territoires. Cinq axes de travail peuvent être envisagés :

- Les questions **de localisation et d'ancrage territorial de la production agroalimentaire**
 - o Avec notamment, des problématiques de ségrégation spatiale et sociale, d'autonomie (protéique et alimentaire), de patrimoine et d'Indications Géographiques
- Caractérisation et accompagnement des **innovations sociales qui constituent des « systèmes alimentaires alternatifs »**, fondés sur une (re)localisation de liens entre producteurs et consommateurs.
- **Rôle et co-conception de dispositifs et d'outils de gestion des collectivités locales.** Il s'agit alors de comprendre et d'accompagner la manière dont les collectivités territoriales s'organisent pour intégrer les problématiques agricoles, environnementales et alimentaires, en particulier dans un contexte d'urbanisation.
- En articulant des recherches conduites par des nutritionnistes, des économistes et des sociologues de l'alimentation interroger les **formes d'actions locales permettant de « sécuriser l'alimentation »**, de réduire la malnutrition ou la sous-nutrition à partir de la construction de nouveaux liens, circuits ou activités agricoles et alimentaires.

- **Intégration de la sécurité alimentaire dans les agendas politiques.** Diverses pistes peuvent être envisagées afin de contribuer à la **prise en compte de la SA comme un enjeu des approches intégrées du développement durable** :
 - o **Les outils et les postures d'évaluation multicritères et multi-échelles** (parcelle, exploitation, filière, territoire, nation, planète) positionnent souvent la SA comme un élément de contexte et de problématique générale, rarement comme un objectif de résultat, ce qui pourrait conduire à amender les outils existants. Les chercheurs sont alors directement interpellés pour proposer des indicateurs et méthodes d'évaluation : indicateurs d'impact ou de suivi d'actions, outil de diagnostic, d'explicitation d'enjeux, d'accompagnement de forum d'échanges, expertises collectives... Ces évaluations mobilisent des travaux sur chaque dimension de la sécurité alimentaire, mais considérées dans le cadre de recherches sur la sécurisation alimentaire, elles sont intégrées à des évaluations multidimensionnelles, à différentes formes d'action, à des démarches critiques et participatives.
 - o Par ailleurs, replacer la SA au cœur des enjeux de recherche et de développement implique d'analyser **les systèmes de référence et les cadres théoriques qui sous-tendent la conception de politiques publiques** ayant trait à l'agriculture. Les recherches sur la sécurisation alimentaire appellent à expliciter les enjeux, les controverses, les jugements et les évaluations concernant l'alimentation et l'évolution de sa place dans les sociétés et leurs crises.

3.3. LA VILLE ET SA QUESTION ALIMENTAIRE

- Analyses des risques liés à l'étalement urbain et à la consommation des terres : **l'agriculture peut-elle être un projet pour contrer ces dynamiques et comment ?**
- **L'agriculture peut-elle être un outil d'aménagement des villes ?**
 - o Plusieurs travaux ont montré la diversité des modalités d'intégration de l'agriculture dans les projets urbains. Mais peut-on penser le projet urbain depuis sa périphérie ? Comment peut-on penser la question alimentaire des villes comme le ferment de véritables systèmes agri-urbains ?
- Comment **la prise en compte des questions alimentaires dans l'agenda politique des villes** renouvelle la gouvernance foncière (et permet de protéger des terres agricoles, d'installer des agriculteurs) ?
- **La prise en compte de la question alimentaire s'accompagne de l'émergence de nouveaux acteurs.**
 - o Comment se forment des légitimités d'action sur les questions alimentaires ?

3.4. LA GOUVERNANCE FONCIERE

- Et réciproquement comment **les politiques foncières innovantes** (par exemple sur les friches) peuvent être un élément de réponse à la sécurité alimentaire à l'échelle d'un territoire (en améliorant l'approvisionnement local).
- **Etude des modes alternatifs de portage du foncier** pour éviter les surenchères et les concentrations du foncier aux mains de grands groupes ou d'autres pays.

4. Pour et sur la sécurisation alimentaire, du local au global, en Méditerranée

4.1. POUR ET SUR

Nous proposons d'associer dans « GloFoodS » des recherches analytiques, complètes et modélisatrices à des recherches par lesquelles les chercheurs s'impliquent, par leurs travaux, dans le renforcement des capacités des populations à construire et satisfaire un droit à l'alimentation, mais également à s'engager dans la conception de systèmes innovants. Les chercheurs contribueraient ainsi aux connaissances sur la sécurité alimentaire et ses enjeux, mais aussi sur les actions et processus qui peuvent l'améliorer.

4.2. GLOBAL

Par ailleurs, le territoire (et ses enjeux de gouvernance et de coexistence des systèmes) est une échelle pertinente pour penser GloFoodS dans un équilibre entre :

- le local et le global,
- les modèles et les approches complètes et analytiques des systèmes d'action concrets,
- la production de connaissances fondamentales sur les processus et des déclinaisons opérationnelles d'une science « pour l'impact »,
- une production réductionniste de connaissances articulées à des mises en perspective systémique.

4.3. EN MEDITERRANEE

La Méditerranée apparaît comme « un laboratoire » déjà investi par les chercheurs de l'INRA (avec un avantage comparatif par rapport aux pays du Sud) permettant :

- **des comparaisons Nord-Sud** et des liens avec :
 - o les recherches sur les pratiques alimentaires (ce qu'est devenue la diète méditerranéenne),
 - o le changement climatique (climat méd.),
 - o des compétences pour étudier les thématiques de la gouvernance foncière et celle du "land use change", au travers du réseau Foncimed qui associe un nombre significatifs de partenaires du Sud de la Méditerranée.
- **Une dimension prospective sur l'usage des sols agricoles vs. urbanisation** en Méditerranée (= dynamique territoriale agricole).

Références bibliographiques citées

- Anseeuw W., Alden Wily L., Cotula L. & Taylor M., 2012. *Land rights and the rush for land: Findings of the Global Commercial Pressures on Land Research Project*. Rome, Italy: IIED, CIRAD and International Land Coalition. 72 p.
- Aubry C. & Chiffolleau Y., 2009. *Le développement des circuits courts et l'agriculture péri-urbaine : histoire, évolution en cours et questions actuelles* in *Innovations Agronomiques*, (5):53-67.
- Bennett R., Rajabifard A., Williamson I. & Wallace J., 2012. *On the need for national land administration infrastructures* in *Land Use Policy*, 29(1):208-219.
- Benoît M., Rizzo D., Marraccini E., Moonen A. C., Galli M., Lardon S., Rapey H., Thenail C. & Bonari E., 2012. *Landscape agronomy: a new field for addressing agricultural landscape dynamics* in *Landscape ecology*:1-10.
- Caron P., 2005. *À quels territoires s'intéressent les agronomes ? Le point de vue d'un géographe tropicaliste* in *Natures Sciences Sociétés*, 13(145-153).
- Chiffolleau Y. & Prevost B., 2012. *Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires* in *Noroi*, (224):7-20.
- Coase R. H., 2007 (1937). *The nature of the firm* in *Economica*, 4(16):386-405.
- Colonna P., Fournier S., Touzard J., Abecassis J., Broutin C., Chabrol D., Champenois A., Deverre C., François M. & Lo Stimolo D., 2011. *Systèmes alimentaires* in Esnouf C., Russel M. & Bricas N. (Ed.), DuALine

- Durabilité de l'alimentation face à de nouveaux enjeux. Questions à la recherche. Paris: INRA & CIRAD.
- Debarbieux B., 1999. *Le territoire: Histoires en deux langues. A bilingual (his-)story of territory* in Chivallon C., Ragouet P. & Samers M. (Ed.), *Discours scientifique et contextes culturels. Géographies françaises à l'épreuve postmoderne*. Bordeaux: Maison des Sciences de l'homme d'Aquitaine. pp. 33-34.
- Détang-Dessendre C. & Tonneau J.-P., 2009. *Bilan des recherches sur le développement territorial à l'Inra et au Cirad*. Paris: INRA - CIRAD, 31 p., rapport.
- Deverre C. & Lamine C., 2010. *Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales* in *Economie Rurale*, (3):57-73.
- Dubuisson-Quellier S., Lamine C. & Le Velly R., 2011. *Citizenship and consumption: mobilisation in alternative food systems in France* in *Sociologia Ruralis*, 51(3):304-323.
- Eca, 2004. *Land Tenure Systems and their Impacts on Food Security and Sustainable Development in Africa. Economic Commission for Africa (ECA/SDD/05/09)*. Addis Ababa, Ethiopia: Economic Commission for Africa. http://www.uneca.org/eca_resources/Publications/sdd/Land_Tenure_systems.pdf. 130 p.
- Enemark S., McLaren R. & Van Der Molen P., 2010. *Land governance in support of the millennium development goals: a new agenda for land professionals*. Washington: The World Bank and the International Federation of Surveyors <http://www.fig.net/pub/figpub/pub45/figpub45.pdf>. 38 p.
- Friedmann H., 2012. *Reinhabiting our Earthly Home: Ways to Reshape an Urban Foodshed*.
- Hlpe, 2011. *Land tenure and international investments in agriculture. Report prepared for the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition*. Rome: Committee on World Food Security. 60 p.
- Kabumbuli R., Mubangizi J., Kindi F. & Ssebuliba J., 2008. *Landownership and food security in Uganda: A study of land use and control among households of women living with HIV in four districts*. Kampala, Uganda: IFPR. <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.167.6967&rep=rep1&type=pdf>. 89 p.
- Lardon S. & Loudiyi S., 2013. *Agriculture urbaine et alimentation : entre politiques publiques et initiatives locales. Appel à contribution pour un numéro de Géocarrefour, 2013*.
- Maye D., Holloway L. & Kneafsey M., 2007. *Alternative food geographies: Representation and practice*. Elsevier Oxford.
- Moustier P., 2012. *Organisation et performance des filières alimentaires dans les pays du Sud : le rôle de la proximité. Synthèse des travaux pour l'habilitation à diriger des recherches*. Montpellier UMR Moisa. Série Recherches n° 7.
- Muchnik J. & Salcido G. T., 2008. *Systèmes agroalimentaires localisés: état des recherches et perspectives* in *Cahiers Agricultures*, 17(6):513-519.
- Rockson G., Bennett R. & Groenendijk L., 2013. *Land administration for food security: A research synthesis* in *Land Use Policy*, 32:337-342.
- Sonnino R., 2009. *Feeding the city: Towards a new research and planning agenda* in *International Planning Studies*, 14(4):425-435.
- Touzard J.-M. & Temple L., 2012. *Sécurisation alimentaire et innovations dans l'agriculture et l'agroalimentaire : vers un nouvel agenda de recherche ?* in *Cahiers Agricultures*, (21):293-301.
- Williamson I. P., Enemark S., Wallace J. & Rajabifard A., 2010. *Land administration for sustainable development*. ESRI Press Academic.
- Winter M., 2006. *Rescaling rurality: multilevel governance of the agro-food sector* in *Political Geography*, 25(7):735-751.